Zeitschrift: Domaine public

Herausgeber: Domaine public

Band: - (2018)

Heft: 2194

Artikel: L'enjeu du 21e siècle: la gouvernance, la régulation mondiale : avenir de la social-démocratie: un nouveau point de vue après celui de Wolf Linder

Autor: Carera, Mario

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1023210

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 05.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

L'enjeu du 21e siècle: la gouvernance, la régulation mondiale

Avenir de la social-démocratie: un nouveau point de vue après celui de Wolf Linder

Mario Carera - 19 février 2018 - URL: https://www.domainepublic.ch/articles/32815

Le débat sur l'avenir des forces socialistes et progressistes en Europe est fondamental et urgent (DP 2193). En effet, la situation actuelle des forces progressistes ne manque pas d'inquiéter.

En Europe de l'Ouest, seuls trois pays sont encore gouvernés par la gauche: la Suède (avec les Verts), le Portugal (avec une politique de relance intelligente) et l'Italie (avant le prochain stupéfiant retour de Berlusconi?). Et trois grands pays à l'Est (Pologne, Hongrie et République tchèque) sont dirigés, eux, par des forces nationalistes populistes, alors qu'ils bénéficient largement de leur appartenance à l'UE – tout comme les pays baltes. Comment se relever?

Dans la seconde moitié du 20e siècle, la social-démocratie s'est imposée. Elle a en effet réussi à réguler le marché national (droit du travail et fiscalité notamment) et à pratiquer une politique nationale de redistribution sociale (*Welfare State*, service public, éducation). Pour l'UE et les progressistes européens, l'enjeu au 21e siècle est de parvenir désormais à réguler le marché mondial, à y redistribuer la richesse et à développer un *Welfare State* domestique ainsi qu'un marché du travail performant face à la numérisation, à la globalisation et aux migrations. Pas une mince affaire!

Une globalisation parfois gagnante

La globalisation se révèle parfois gagnante: le chômage, la précarisation croissante du marché du travail et la croissance des inégalités sociales en Europe – comme ailleurs – ne doivent pas faire oublier le fait que la mondialisation des échanges et l'intégration économique ont permis globalement une forte réduction de la pauvreté et ont bouleversé les relations Nord-Sud: en 20 ans, de 1990 à 2010, 700 millions de personnes sont sorties de l'extrême pauvreté et une importante classe moyenne s'est développée, surtout en Asie.

Le protectionnisme, promu par certains même à gauche comme une alternative, reste la politique du pire: il appauvrit le monde et stimule le nationalisme, voire la haine, comme on l'a vu dans les années 30 du siècle dernier. Non, c'est ailleurs que se trouvent les réponses: développement de politiques nationales et internationales de régulation, redistribution des richesses, promotion des valeurs de gouvernance mondiale et de multilatéralisme actif (à l'ONU, au FMI, à l'OMC notamment) mobilisant, outre les gouvernements, la société civile mondiale, le secteur privé et le milieu académique.

Se relevant de la crise, l'UE doit donner de la voix

Crispée sur ses politiques d'austérité, l'Europe a sacrifié sa jeunesse pendant la crise: le chômage des jeunes a augmenté de 24% au sein de l'UE entre 2007 et 2013 (+ 5,5 millions de jeunes). Pour retrouver crédibilité et attractivité, l'UE doit maintenant donner de la voix sur ces thèmes globaux qui inquiètent. Sans attendre.

Sur l'Europe sociale, cela bouge: le Sommet de Göteborg de novembre 2017 a défini un socle européen des droits sociaux: égalité des chances, accès au marché du travail à des conditions équitables, soutien aux transitions professionnelles en raison de la digitalisation, protection sociale appropriée, etc.

La politique environnementale est elle aussi cruciale: après la défaillance des Etats-Unis, l'UE a un rôle de *leadership*, avec la Chine, pour relever le défi climatique et lancer l'économie verte: taxation des carbones, efficacité énergétique/technologique, sortie du nucléaire, investissements publics et

privés favorisant la transition.

L'UE veut frapper au portefeuille, la Suisse suit avec réticence

Sur le terrain miné de la fiscalité, mais légitimées par les *Panama Papers* qui choquent les opinions publiques, l'Union européenne et l'OCDE ont pris nombre d'initiatives importantes qui touchent aussi la Suisse: échange automatique d'information, *reporting* fiscal pays par pays, listes noires ou grises de pays non ou insuffisamment coopératifs, lutte contre l'érosion de la base imposable, sans oublier le transfert des bénéfices (dit BEPS) pour lutter contre les économies fiscales choquantes des multinationales. On sait que, chaque année dans les pays de l'OCDE, entre 100 et 240 milliards de dollars échappent à l'impôt en toute légalité. A elles seules, les pratiques d'optimisation fiscale provoquent des pertes fiscales de 50 à 70 milliards d'euros par année dans les pays de l'UE. Confortable et profilée, la place financière suisse – toujours en tête du triste classement des paradis fiscaux d'après le critère *«d'opacité financière»* – n'aurait pas bougé, en dépit des pressions internes des milieux progressistes.

De leur côté, les inégalités de revenus et de fortune augmentent dans le monde comme en Suisse. Pire: Credit Suisse constate, dans son dernier rapport sur la fortune mondiale daté de novembre 2017, que la Suisse, où la fortune moyenne par habitant demeure la plus élevée au monde (537'600 dollars), n'a pas vu de réductions des inégalités depuis un siècle! L'écart entre les hauts et bas revenus se creuse et la pauvreté dans notre pays touche plus de 7% de la population. De façon globale, les inégalités augmentent non par le revenu du travail mais bien par la hausse des actifs financiers (bourse), des actifs non financiers (immobiliers surtout) ou des monnaies. C'est dire si les forces progressistes helvétiques ont une large marge d'action, notamment par la voie d'initiatives populaires dont plusieurs sont en cours.

Défi migratoire et nouveau partenariat avec l'Afrique

Outre l'harmonisation des politiques migratoires au sein de l'UE (accueil, intégration, éducation), le défi migratoire européen renvoie à l'idée d'un nouveau partenariat avec l'Afrique.

Ce continent on le sait souffre de mille maux: large pauvreté, mauvaise gouvernance, vaste insécurité, fuite des capitaux (l'Afrique perd 45 milliards d'euros/an en fuites financières illicites). Sans parler d'une transition démographique non maîtrisée: l'Afrique, qui comptait 1,2 milliard d'habitants en 2015, rassemblera le quart de la population mondiale en 2050, soit 2,3 milliards d'habitants en 2050, dont 240 millions dans un Sahel pauvre, militarisé, aux portes du Sahara et de la Méditerranée.

En Afrique, ce partenariat doit urgemment et à la fois promouvoir l'éducation et l'emploi, des femmes notamment, neutraliser le racket des multinationales et balayer les dictatures corrompues complices. A défaut, l'Europe et la Suisse courraient le risque majeur de payer leur complicité en termes de flux migratoires incontrôlés.

Regagner les opinions publiques inquiètes

Avec des politiques profilées, en Suisse comme en Europe, sur ces défis majeurs, les opinions publiques, les jeunes, les classes moyennes menacées, les chômeurs comprendraient mieux d'abord que la globalisation n'est pas obligatoirement une *«force surnaturelle»* incontrôlable, ensuite qu'elle peut être dirigée et orientée pour devenir profitable au plus grand nombre, au Nord comme au Sud, et enfin que le modèle néolibéral actuel de laissez-faire ne s'impose pas comme le seul possible sur la planète.

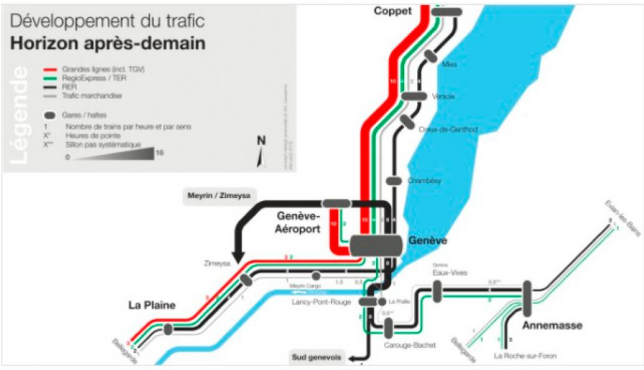
Les populations présentement inquiètes pourraient reprendre confiance en leur avenir, en leur environnement régional et national dans un contexte ouvert, tolérant, démocratique, tournant le dos aux politiques populistes actuelles. De la même manière que la révolution industrielle de type capitaliste a fait surgir, en réaction, des mouvements sociaux et syndicalistes, des gouvernements populaires.

Même si sa vision actuelle se limite aux perspectives «*bilatérales*», la Suisse fait bel et bien partie de l'Europe économique, sociale, culturelle, de la formation. Les réponses globales et nationales des progressistes suisses doivent, pour gagner en force et en impact, se situer et se penser dans cet environnement européen et mondial.

Genève: un nœud ferroviaire saturé que l'on se refuse à désenchevêtrer

L'autopsie annoncée d'un formidable et coûteux échec de planification des infrastructures publiques

Rodolphe Weibel - 15 février 2018 - URL: https://www.domainepublic.ch/articles/32768



(Réd.) Il y a 4 ans (DP 2021), DP a ouvert ses colonnes à Rodolphe Weibel, ingénieur qui a passé sa vie à construire des infrastructures routières et ferroviaires, pour présenter sa réflexion sur les débats alors en cours à Genève tant sur le développement du rail après l'achèvement de la liaison Cornavin – Eaux-Vives – Annemasse (Ceva) que sur la mythique traversée (auto)routière de la rade ou du lac. Depuis lors, des décisions ont été prises, qui vont dans le mauvais sens. Rien d'irrémédiable n'est encore accompli, mais le pire est probable. Le front des technocrates à tous les niveaux (Direction générale des transports du canton, CFF, Office fédéral des transports) a résisté. Entendu, mais pas écouté, Weibel n'est pas parvenu à trouver des appuis politiques. C'est qu'il a un double défaut: non seulement extérieur au canton (et ingénieur en génie civil plutôt que membre de la coterie des ingénieurs en transport), il est aussi – et surtout – un agnostique du clivage rail/route si déterminant à Genève. Impardonnable provocateur, il prétend marier les deux approches! Le point à la veille des élections cantonales d'avril.

Le projet de boucles autour de Genève, à la fois ferroviaire et autoroutière, que j'ai proposé en 2014 a trouvé un nom: GeReR – Genève Route et Rail. Le temps a permis d'en affiner l'étude, de vérifier les tracés à plus grande échelle, en plan et en profils longitudinaux et de développer l'argumentaire.

Le concept original a parfaitement résisté. Il est beaucoup plus simple que la conception officielle illustrée en tête d'article et représente pour les autorités fédérales et genevoises un investissement ferroviaire de 740 millions seulement contre 4,67 milliards de francs. Il est réalisable en une dizaine d'années sans éventrer le quartier de Cornavin par une extension souterraine de la gare. Il répond parfaitement aux besoins de capacité accrue tant de la gare de Cornavin que de celle de l'aéroport.

Et pourtant, c'est vers tout autre chose que l'on se dirige. Reprenons dans le détail les deux volets du dossier.

Le volet routier

Pour l'achèvement du contournement autoroutier de Genève, l'Etat s'est figé sur un tracé dessiné dans le cadre d'une étude de faisabilité datant de 2010-2011, publiée en mars 2011. Ce tracé prévoit entre l'embouchure du